



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU LOIRET

Orléans, le 28/09/2015

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement**
Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

Société ORVADE

Commune de SARAN

**Proposition d'un arrêté préfectoral complémentaire
mettant à jour la situation administrative de
l'établissement et actualisant les prescriptions
applicables**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

PJ – Projet d'arrêté préfectoral complémentaire codificatif

I – Présentation de l'établissement

La société ORVADE exploite sur le territoire de la commune de SARAN une unité d'incinération d'ordures ménagères et de déchets d'activités de soins à risque infectieux (DASRI) ainsi qu'un centre de tri de déchets ménagers.

Elle dispose pour ce faire des installations suivantes :

- un centre de tri des déchets ménagers provenant de la collecte sélective ;
- une unité d'incinération avec récupération d'énergie constituée de 2 fours à grilles mobiles (système VOLUND) d'une capacité de 2 fois 7 tonnes/heure à PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) de 8400 kJ/kg ;
- une filière de traitement des DASRI par incinération dans l'unité d'incinération précitée (ligne d'injection spécifique des déchets)
- une fosse d'entreposage des déchets d'un volume de 3 750 m³.

La puissance thermique nominale de l'installation est de 27 126 kW. L'énergie thermique produite lors de l'incinération des déchets est valorisée sous forme d'énergie électrique par production de vapeur alimentant un turboalternateur de 7 440 kW électrique.

Les déchets admissibles dans l'installation sont :

- les ordures ménagères ;
- les DASRI ;
- les déchets industriels banals ;
- les déchets exceptionnels, assimilables aux ordures ménagères ou aux déchets industriels banals, tels que les archives confidentielles, les pièces à conviction des tribunaux, les saisies des douanes, les contrefaçons,...

Les ordures ménagères proviennent principalement de la Communauté d'Agglomération d'Orléans et de syndicats de communes périphériques.

Les déchets industriels banals proviennent du département du Loiret et des départements limitrophes sous réserve du respect et de la compatibilité avec les plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés correspondants.

Les DASRI proviennent de la région Centre-Val de Loire et des régions limitrophes, conformément aux dispositions du Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux de la région Centre-Val de Loire.

Les activités exercées par la société ORVADE sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 septembre 1993 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 11 juin 2004, 25 juin 2008, 5 avril 2012 et du 1^{er} août 2014.

II – Situation administrative de l'établissement

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite directive « IED », adoptée le 24 novembre 2010, est entrée en vigueur le 7 janvier 2011. Cette directive est issue de la fusion de sept directives dont la directive 2008/1/CE relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution, dite directive « IPPC », reprise au chapitre II de la directive 2010/75/UE.

L'identification des installations visées par la directive « IED » s'effectue par l'intermédiaire des nouvelles rubriques « 3000 » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, introduites par le décret n° 2013-375 du 2 mai 2013.

Au regard de ces évolutions réglementaires, la société ORVADE s'est positionnée sur le classement de ces activités au regard des rubriques « 3000 » précitées.

L'actualisation de ce classement est reprise dans le tableau présenté à l'article 1.2.1.1 du projet d'arrêté joint.

Les dispositions relatives à la transposition en droit français de la Directive IED doivent être imposées à l'exploitant concernant notamment la fourniture d'un dossier de réexamen des conditions d'exploiter dès lors que les conclusions des MTD (meilleures techniques disponibles) associées au BREF de la rubrique principale seront publiées au Journal Officiel, en application des dispositions des articles R.515-70 et suivants du Code de l'Environnement.

Le BREF qui doit servir de référence à l'établissement ORVADE est le BREF "WI" relatif à l'incinération de déchets.

III – Demandes de modifications des conditions d'exploiter

1. Augmentation de la consommation en eau de l'usine

Depuis l'année 2012, il a été constaté lors des inspections périodiques de l'établissement de l'UTOM que les prélèvements annuels en eau de ville excèdent la valeur de 50 000 m³ édictée par l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2012.

En effet, les prélèvements en eau depuis 2012 sont les suivants :

- 2012 : 52 371 m³ ;
- 2013 : 56 215 m³ ;
- 2014 : 59 623 m³ ;
- à fin juin 2015 : 26 606 m³ (donnée recueillie lors de l'inspection du site du 17 juillet 2015).

Les augmentations constatées du volume d'eau prélevée pour le fonctionnement de l'usine sont notamment dues aux modifications effectuées sur les deux chaudières de l'usine entre 2010

(modifications sur la chaudière de la ligne 1) et 2011 (modifications sur la chaudière de la ligne 2).

En effet, ces travaux ont été réalisés pour optimiser la capacité de traitement des déchets sur site et augmenter la production de vapeur.

Ces travaux ont également conduit au remplacement de la turbine passant d'une capacité de production électrique de 6,7 MWh à 7,4 MWh.

Suite à ces modifications, le débit moyen de production de vapeur est passé de 16,5 t/h (entre 2006 et 2009) à 18,5 t/h (depuis 2010/2011).

Une fois les deux chaudières modifiées et en fonctionnement sur une année complète, il a été constaté cette augmentation de la consommation d'eau sur le réseau de ville.

Dès l'observation de cette hausse, l'exploitant a réalisé des audits sur les consommations internes de l'usine par l'adjonction de débitmètres en plusieurs points sur les parties du réseau process (qui en étaient dépourvues jusque lors).

Le suivi des consommations a permis de confirmer que l'augmentation de la consommation était une conséquence directe de l'évolution du process par les modifications opérées sur les chaudières visant à obtenir une augmentation du débit de vapeur.

En conséquence, l'exploitant a sollicité par courrier du 15 septembre 2015, une augmentation du volume maximal autorisé pour le prélèvement en eau sur le réseau d'eau de ville. Le volume annuel de prélèvement sollicité est de 62 500 m³.

Pour les motivations étayées dans le présent paragraphe, l'inspection propose d'accéder à la demande de l'exploitant et d'imposer le maintien et le suivi journalier des débitmètres installés sur la partie du réseau process.

L'augmentation de la consommation en eau conduit à modifier l'article 4.1.1 selon les termes du projet d'arrêté joint.

2. Augmentation de la capacité d'entreposage des REFIOM et des cendres volantes produites par le fonctionnement de l'usine

L'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2014 imposant la constitution des garanties financières pour la mise en sécurité du site, limite la capacité d'entreposage des déchets sur le site dont notamment les résidus d'épuration des fumées d'incinération d'ordures ménagères (REFIOM) et les cendres volantes.

Cet arrêté autorise l'entreposage sur site de 50 tonnes de REFIOM et de 45 tonnes de cendres volantes.

Cette capacité d'entreposage correspond à la capacité des silos de stockage présents sur le site.

Or, lors de l'inspection du 17 juillet 2015, il a été constaté que ces capacités pouvaient être dépassées par des entreposages de ces déchets dans des conditionnements de type big-bag et de ce fait, induire un non respect des capacités maximales d'entreposage.

C'est pourquoi par courrier en date du 15 septembre 2015, l'exploitant a sollicité auprès de Monsieur le préfet, une augmentation de la capacité d'entreposage sur site pour ces déchets :

- capacité demandée pour les REFIOM : 85 tonnes ;
- capacité demandée pour les cendres volantes : 90 tonnes.

Dans ce cadre, l'exploitant a également mis à jour le montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations.

Le montant actuellement prescrit par l'arrêté préfectoral du 1^{er} août 2015 s'élève à 445 860€.

Le montant réévalué en tenant compte de l'augmentation de capacité des REFIOM et des cendres volantes s'établit désormais à 463 165€.

En conclusion l'inspection propose d'accéder à la demande d'augmentation de la capacité d'entreposage des REFIOM et des cendres sur le site et de revoir le montant des garanties financières en conséquence.

Il convient de préciser que les quantités demandées (pouvant atteindre le double de ce qui est actuellement autorisé) ne remet pas en cause les termes du dossier initial notamment en ce qui concerne l'étude d'impact. En effet, les quantités mises à jour sont les quantités qui ont toujours été considérées dans le cadre des activités de l'usine. Ainsi, cette mise à jour est cohérente avec les activités existantes du site et ces déchets n'induisent pas de problématique particulière.

L'actualisation des quantités maximales de déchets stockés sur site et du montant des garanties financière conduit à modifier les articles 1.6.2 et 5.1.3 selon les termes du projet d'arrêté joint.

IV - Étude portant sur l'impact économique, social et technique devant définir des mesures de réduction des émissions atmosphériques proportionnées en cas d'épisode de pollution

1. Contexte réglementaire

L'article L223-1 du Code de l'environnement prévoit qu'en cas d'épisode de pollution, lorsque les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 ne sont pas respectées ou risquent de ne pas l'être, le préfet en informe immédiatement le public selon les modalités prévues par la section 2 du chapitre Ier du titre II du Code de l'environnement et prend des mesures propres à limiter l'ampleur et les effets de la pointe de pollution sur la population. Ces mesures, prises en application du plan de protection de l'atmosphère lorsqu'il existe et après information des maires intéressés, comportent un dispositif de restriction ou de suspension des activités concourant aux pointes de pollution, y compris, le cas échéant, de la circulation des véhicules, et de réduction des émissions des sources fixes et mobiles.

a) Amélioration des modalités de prévision et de gestion des pics de pollution

Les épisodes de pollution en particule qu'a connu la France en mars 2014 a généré une disparité dans la mise en œuvre des mesures d'alerte et des procédures de gestion des sources de pollution dans les régions concernées.

Les épisodes de pollution sont par nature complexe, évolutifs d'un jour sur l'autre, souvent étalés sur plusieurs départements et régions. Face à ces difficultés, il est apparu nécessaire de réorganiser les modalités de déclenchement des procédures préfectorales dans le but d'uniformiser au mieux la gestion de ces événements.

C'est l'objet de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant qui propose un cadre national homogène lequel doit permettre d'harmoniser les pratiques préfectorales en cas d'épisodes de pollution. Il décrit et modifie les seuils d'alerte et les recommandations selon les secteurs et donne un cadre pour les mesures à effectuer. Cet arrêté prévoit notamment des mesures pour le secteur industriel dont la mise en œuvre est progressive et fonction de l'intensité de l'épisode de pollution.

Cet arrêté ministériel, entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014, impose que des mesures de réduction temporaire des émissions soient demandées aux principaux émetteurs (trafic, tertiaire, agricole et industriel), soit sous forme de recommandation (en cas de dépassement dans l'air du seuil de recommandation), soit sous forme d'obligation réglementaire (en cas de dépassement dans l'air du seuil d'alerte).

Des travaux de mise à jour des arrêtés départementaux relatifs au déclenchement des procédures en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant par des particules, des oxydes d'azote ou de l'ozone sont menés par les services de la protection civile.

b) Définition des normes de qualité de l'air

Les normes de qualité de l'air relatives aux mesures d'urgence définies à l'article L 223-1 du Code de l'environnement sont établies pour le dioxyde d'azote, les particules « PM10 » et l'ozone.

Elles sont fixées par l'article R.221-1-II comme suit :

Dioxyde d'azote

- Seuil d'information et de recommandation : 200 µg/m³ en moyenne horaire ;
- Seuils d'alerte :
 - 400 µg/m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 200 µg/m³ en moyenne horaire si la procédure d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote a été déclenchée la veille et le jour même et que les prévisions font craindre un nouveau risque de déclenchement pour le lendemain.

Particules PM10

- Seuil d'information et de recommandation : 50 µg/m³ en moyenne journalière ;
- Seuil d'alerte : 80 µg/m³ en moyenne journalière.

Ozone

- Seuil de recommandation et d'information : 180 µg/m³ en moyenne horaire ;
- Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population : 240 µg/m³ en moyenne horaire ;
- Seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence :
 - 1^{er} seuil : 240 µg/m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 2^e seuil : 300 µg/m³ en moyenne horaire, dépassé pendant trois heures consécutives ;
 - 3^e seuil : 360 µg/m³ en moyenne horaire.

2. Identification des installations les plus émettrices de polluants

Pour le secteur industriel, même si ce dernier présente une faible contribution aux émissions régionales, il convient d'une part de prendre des mesures pour les activités industrielles les plus émettrices et d'autre part, qu'elles soient facilement et rapidement applicables, comme le report d'opérations de maintenance par exemple.

En revanche, il faut considérer l'arrêt ou la restriction de certaines activités industrielles comme des mesures lourdes à mettre en œuvre à n'utiliser qu'en cas de particulière gravité de l'épisode sous réserve de leur faisabilité technique.

La DREAL a procédé à l'identification des installations les plus émettrices de polluants susceptibles d'engendrer des pics de pollution, par typologie de substances.

L'établissement ORVADE étant implanté dans le périmètre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) d'Orléans, ses critères retenus au niveau régional au regard du PPA et de l'établissement ORVADE concernent le paramètre NOx pour une émission excédant 20 tonnes par an.

A noter que l'usine d'incinération de SARAN a émis 79,7 tonnes et 88,2 tonnes d'oxyde d'azote (NOx) respectivement pour les années 2013 et 2014 ;

En ce sens, cette dernière est donc concernée par les dispositions susceptibles d'être prises en cas d'épisode de pollution.

3. Procédure de déclenchement

La gestion des épisodes de pollution atmosphérique fait l'objet d'un arrêté du ministère en charge de l'environnement en date du 26 mars 2014 et d'une instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014.

Ces textes prévoient que, lors des épisodes de pollution atmosphérique, les préfets de département informent la population (et notamment des personnes les plus sensibles à la pollution), diffusent des recommandations sanitaires et comportementales et prennent des mesures visant à réduire les émissions polluantes.

On distingue :

- les procédures de niveau Information – Recommandations qui comprennent essentiellement des mesures visant à l'information du public et la diffusion de recommandations d'ordre comportemental et sanitaire à l'attention des personnes les plus sensibles à la pollution atmosphérique.

Pour ce qui concerne les industriels principaux émetteurs, sur la base de plans d'actions en cas d'épisode de pollution de l'air définis par le préfet en concertation avec les acteurs concernés et contenant une étude préalable portant sur l'impact économique et social, ces recommandations portent sur :

- la mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de leur activité, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés pour les acteurs publics et privés au regard des bénéfices sanitaires attendus ;
 - le report de certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composants organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;
 - le report de certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote à la fin de l'épisode de pollution ;
 - le report du démarrage d'unités à l'arrêt à la fin de l'épisode de pollution ;
 - la mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés, lorsqu'ils sont prévus, pendant la durée de l'épisode de pollution ;
 - la réduction de l'utilisation de groupes électrogènes pendant la durée de l'épisode de pollution.
- les procédures préfectorales de niveau Alerte à la pollution atmosphérique qui, en plus de la diffusion d'une information et de recommandations plus soutenues, prévoient des mesures d'ordre réglementaire visant à réduire les émissions de polluants dans l'atmosphère pour diminuer l'intensité de l'épisode (même si la pollution est principalement d'origine exogène).

Pour ce qui concerne les industriels principaux émetteurs, sur la base de plans d'actions en cas d'épisode de pollution de l'air définis par le préfet en concertation avec les acteurs concernés et contenant une étude préalable portant sur l'impact économique et social, ces mesures d'ordre réglementaire ont pour objectif de :

- rendre obligatoire pour les installations industrielles la mise en œuvre de dispositions de nature à réduire les rejets atmosphériques, y compris la baisse de leur activité, sous réserve que les conditions de sécurité soient préservées et que les coûts induits ne soient pas disproportionnés pour les acteurs publics et privés au regard des bénéfices sanitaires attendus ;
- Rendre obligatoire le report de certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composants organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs) à la fin de l'épisode de pollution ;
- Rendre obligatoire le report de certaines opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote à la fin de l'épisode de pollution ;
- Rendre obligatoire le report du démarrage d'unités à l'arrêt à la fin de l'épisode de pollution sous réserve que les coûts induits ne soient pas disproportionnés ;
- Rendre obligatoire la mise en fonctionnement de systèmes de dépollution renforcés, lorsqu'ils sont prévus, pendant la durée de l'épisode de pollution.

Lorsque des niveaux élevés de pollution sont constatés ou prévus sur plusieurs jours, des mesures supplémentaires ou plus fortes sont engagées ; ceci afin de permettre une riposte graduée à la pollution.

L'information des préfets sur l'existence ou la prévision d'un épisode de pollution est faite quotidiennement par LIG'AIR, lorsque l'association constate ou prévoit des niveaux en polluant dépassant des seuils réglementaires. La préfecture procède alors à la diffusion des messages d'information et de recommandation ou des messages d'alerte aux acteurs concernés, dont les principaux émetteurs industriels identifiés.

4. Étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air

L'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 prévoit que soit prescrit, par arrêté préfectoral complémentaire, aux sites recensés comme étant les principaux émetteurs la réalisation d'une étude portant sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014, afin que l'exploitant propose des mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation ou du seuil d'alerte.

Compte tenu de ses émissions de NOx déclarées au titre de l'année 2013 et de l'année 2014, lesquelles dépassent le critère défini au 2) de la présente partie, l'usine d'incinération de SARAN est par conséquent visé par l'instruction interministérielle en date du 24 septembre 2014 et doit réaliser l'étude portant sur l'impact économique, social et technique, mentionnée en annexe de l'arrêté ministériel du 26 mars 2014 pour ce qui concerne ses émissions de NOx.

Suite aux conclusions de cette étude, et après analyse par l'inspection des installations classées, des mesures de réduction des émissions seront prescrites par arrêté complémentaire, pour être engagées en cas d'épisode de pollution.

A noter que le projet d'arrêté préfectoral imposait initialement la remise de cette étude suivant un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté joint.

Par courriel en date du 16 septembre 2015, l'exploitant a souhaité que ce délai soit porté à 9 mois compte tenu qu'aucun budget n'est encore alloué pour la réalisation de cette étude et des délais associés à la commande de cette dernière.

L'inspection propose d'accéder à la demande de l'exploitant.

L'étude préalable portant sur l'impact économique et social visant à établir un plan d'actions de réduction temporaire des émissions atmosphériques en cas d'épisode de pollution de l'air a fait l'objet de l'ajout d'une prescription reprise à l'article 3.3.7 du projet d'arrêté joint. Par ailleurs, il convient également de compléter l'article 2.7.

IV – Conclusion et propositions de l'inspection des installations classées

Au vu des éléments précités, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, conformément à l'article R 512-31 du code de l'environnement :

- de mettre à jour la situation administrative de l'établissement au regard des rubriques 3000 de la nomenclature des installations classées ;
- d'imposer la fourniture d'un dossier de réexamen des conditions d'exploiter dès lors que les conclusions des MTD (meilleures techniques disponibles) associées au BREF de la rubrique principale seront publiées au Journal Officiel, en application des dispositions des articles R.515-70 et suivants du Code de l'Environnement ;
- d'autoriser l'augmentation de la capacité d'entreposage des REFIOM et des cendres volantes sur site ;
- de réviser compte tenu de l'augmentation susmentionnée, le montant des garanties financières passant de 446 k€ (arrêté du 1^{er} août 2014) à 463 k€ ;
- de prescrire la réalisation d'une étude portant sur l'impact économique, social et technique, sous 9 mois à compter de la notification de l'arrêté joint, laquelle doit proposer des mesures à mettre en œuvre en cas de dépassement du seuil d'information et de recommandation ou du seuil d'alerte et permettant une réduction temporaire des rejets atmosphériques de l'installation ;
- d'accorder une augmentation de la consommation en eau du réseau public de l'usine par rapport aux 50 000 m³ actuellement autorisés et ce, pour les motivations étayées dans le présent rapport ;

- d'abroger les arrêtés préfectoraux existants précédents et, notamment ceux du 5 avril 2012 et du 1er août 2014 pour une meilleure lisibilité des exigences auxquelles est soumis l'exploitant.

Ainsi, un projet d'arrêté préfectoral est joint en ce sens au présent rapport et doit être soumis pour avis aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), conformément à l'article R 512-31 précité.

L'inspecteur de l'environnement en
charge des installations classées,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret, Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) – 45042 ORLEANS.

Pour le Directeur,

signé